L’arnaque de l’« indemnité inflation »

Le 14-01-2022

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

par Joël Perichaud, Secrétaire national du Parti de la démondialisation aux relations internationales

Face à l'envolée des prix de l'énergie, Castex le premier ministre transparent, avait annoncé une « indemnité inflation » de 100 euros pour 38 millions de Français. Les esprits chagrins qui ont vu dans cette annonce un petit geste électoraliste n'ont pas tort… Les premiers versements arrivent et sont déjà l'objet de réjouissances de la presse aux ordres. Mais ils cachent la forêt néolibérale qu'est l'Union européenne (UE) et la macronie.
Explications…

Ce que cherchent avant tout les néolibéraux, macronie et UE, c'est cacher les causes de la flambée des prix de l'énergie. Et pour cela, il faut faire un petit sacrifice. La Commission européenne (CE), experte en mystification, a donc laissé le choix aux divers gouvernements à sa botte pour parer au plus pressé et éviter les mouvements populaires dans les pays membres… A la condition de ne pas remettre en cause "le marché", la libre concurrence et le démantèlement des services publics de l'Énergie restants, comme en France avec le projet
"Hercule" (https://www.pardem.org/hercule-linfanticide-dedf)

Le choix de Macron

A six mois de l'élection présidentielle, Macron, le prince des mots
tordus (https://www.pardem.org/node/5129) veut éviter des mobilisations sociales que pourrait susciter la forte hausse des prix de l'énergie constatée par l'INSEE : + 20,1% sur un an. D'autant que le pouvoir d'achat est la première préoccupation des Français dont 57% considèrent qu'il a baissé depuis 2017.
Et si les Gilets jaunes revenaient ? Il y a urgence à allumer un contre-feu : après avoir « gelé », temporairement, les prix du gaz jusqu'à la fin de l'année prochaine, le gouvernement a annoncé le versement d'une « indemnité inflation » de 100 euros pour tous ceux qui touchent moins de 2 000 euros net par mois. Un chiffre sorti de nulle part, versé automatiquement sur la feuille de paie ou de retraite d'ici la fin de l'année. Ce versement est destiné à "clignoter", à hypnotiser l'électeur, juste avant les élections présidentielles et législatives.

Ne pas toucher au sacro-saint marché

Car, en accord complet avec la Commission européenne, la macronie ne veut pas revenir sur la libéralisation (lire : privatisation) du marché de l'énergie. Prenons, par exemple le gaz. Son prix sera gelé toute l'année 2022, mais le gouvernement prévoit toujours la fin des tarifs réglementés en 2023. Les factures risquent de s'envoler brutalement au gré des cours mondiaux. Ceux-ci dépendent en partie de la conjoncture (température, situation économique…) mais essentiellement de la spéculation sur les marchés financiers. Les contrats de fourniture de long terme à prix fixe, qui permettaient à GDF de garantir des prix stables au consommateur, ont progressivement disparu depuis la libéralisation du secteur par l'UE au début des années 2000.
Encore pire pour l'électricité, dont le prix ne sera abordable qu'à condition de sortir du système imposé par l'Union européenne. En effet, l'UE oblige EDF à vendre 25% de sa production à ses concurrents, qui ne l'achètent que si elle est moins chère que celle qu'ils peuvent produire, c'est-à-dire… si EDF vend à perte.
D'autre part, afin de créer de toute pièce un marché à l'échelle européenne, le prix unique est fixé sur le coût marginal de l'électricité, c'est-à-dire sur le coût de production d'un Mégawatt-heure

(MWh = 1 000 Kilowatt-heure kWh) supplémentaire. Or, ce sont les centrales à gaz qui assurent très majoritairement ce surplus momentané de production… Ce qui revient à aligner le tarif de l'électricité sur les cours du gaz. Pour la France, dépendante à 70% du nucléaire et exportatrice, ce système est on ne peut plus défavorable… Mais comme ce sont les citoyens qui paient…

Certains qualifient ce système d'absurde. Il ne l'est pas. C'est la concrétisation d'une idéologie : la concurrence ferait baisser les prix. Sauf que cette croyance ne s'est jamais vérifiée. En revanche, ce que chacun constate, c'est que les entreprises privées font de plus en plus de profit ! Et cela en tordant le bras à EDF pour créer une concurrence artificielle.
La hausse des prix de l'énergie se poursuivra donc tant que la privatisation du secteur se poursuivra. Et ce n'est pas l'aumône de 100€ de Macron-Castex (moins de deux pleins d'essence ou 8,33 euros par mois) qui permettra aux citoyens de se chauffer, de se déplacer et de s'éclairer correctement.

Une aumône dans un océan d'austérité

Les sommes distribuées à l'approche des élections seront récupérées par l'État via une baisse des dépenses publiques. Quel que soit le président, ou la présidente, élu. Tous les candidats se gargarisent de « retour à l'équilibre budgétaire » qui prévoit un déficit de 2,8% en 2027. Cette indemnité inflation de 100 euros est la répétition de l'entourloupe de la hausse de la prime d'activité annoncée suite au mouvement des Gilets jaunes : plutôt que de relever le SMIC et d'engager des discussions avec les syndicats pour augmenter les salaires (comme en mai 1968), la macronie a préféré octroyer un petit chèque… aux frais du contribuable. Le prétexte du prochain président est déjà connu : la France a près de 120% de dette par rapport au PIB. Une fois les élections passées, l'UE technocratique et autoritaire ainsi que le nouveau locataire de Bercy exigeront de nouvelles « réformes structurelles » dont la "réforme" des retraites ne sera qu'une mise en bouche. Car toutes les réformes mises en place depuis 2017, de l'assurance chômage à la baisse des APL en passant par la hausse de la CSG, ont conduit à une perte de pouvoir d'achat de l'immense majorité de la population.

D'autres solutions existent !

Bien sûr, ces 100 euros apporteront une petite bouffée d'air à de nombreux citoyens, mais une hausse des salaires serait bien plus justifiée et pérenne. D'abord, elle permettrait de rattraper tout ou partie de l'immense perte de pouvoir d'achat des citoyens. Ensuite, elle permettrait de répondre immédiatement à l'inflation, qui, en raison de la forte reprise de la demande au niveau mondial et de la désorganisation des chaînes logistiques capitalistes qui font suite aux mesures sanitaires, risque de durer. Enfin, une revalorisation générale des salaires injecterait directement de l'argent dans l'économie réelle et non dans la spéculation financière. Bref, ce dont les salariés ont besoin, c'est d'une augmentation importante de leur pouvoir d'achat réel. La solution est connue et s'appelle l'échelle mobile des salaires qui, pour mémoire, a été supprimée en 1982 pour accompagner les mesures d'austérité de Jacques Delors (PS) ministre des Finances dans le deuxième gouvernement de Pierre Mauroy (PS).

Le Pardem, dans le programme de gouvernement qu'il soumet aux citoyens, milite pour le rétablissement de l'échelle mobile des salaires et l'annulation de toutes les mesures d'austérité exigées par l"UE et mises en place, avec zèle, par les gouvernements successifs.

Pour aller plus loin : https://www.pardem.org/node/4435
et : https://www.pardem.org/iv-reconquerir-la-souverainete-economique-de-la-france

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire